

# Le plan H: le passage

Fin de l'année 1915, l'état-major français craint le déclenchement d'une manœuvre allemande en Suisse visant à tourner l'aile droite de son dispositif et à envahir le territoire national par le Jura. Cette réflexion intervient à un moment où les intentions de la Suisse apparaissent comme suspectes aux yeux des responsables français. Des études opératives sont alors menées en réponse à l'agression germanique possible.

Avec ou sans l'accord et la coopération des responsables helvétiques, car ces deux options ont existé, l'état-major envisage et prépare minutieusement, dans le plus grand secret, une opération militaire en territoire suisse : le plan H.

**À** l'automne 1915, les Empires centraux et l'Entente sont figés dans une guerre de position.

Les offensives de Champagne (février-mars, septembre) et d'Artois (mai, septembre-octobre) n'ont permis que des succès limités, une avancée de sept kilomètres, sanctionnée par des pertes énormes : 1915 avec 349 000 morts est l'année la plus meurtrière de la guerre avec 1914.

L'état-major français, ignorant que les Allemands préparent une offensive majeure à Verdun, envisage l'éventualité d'une

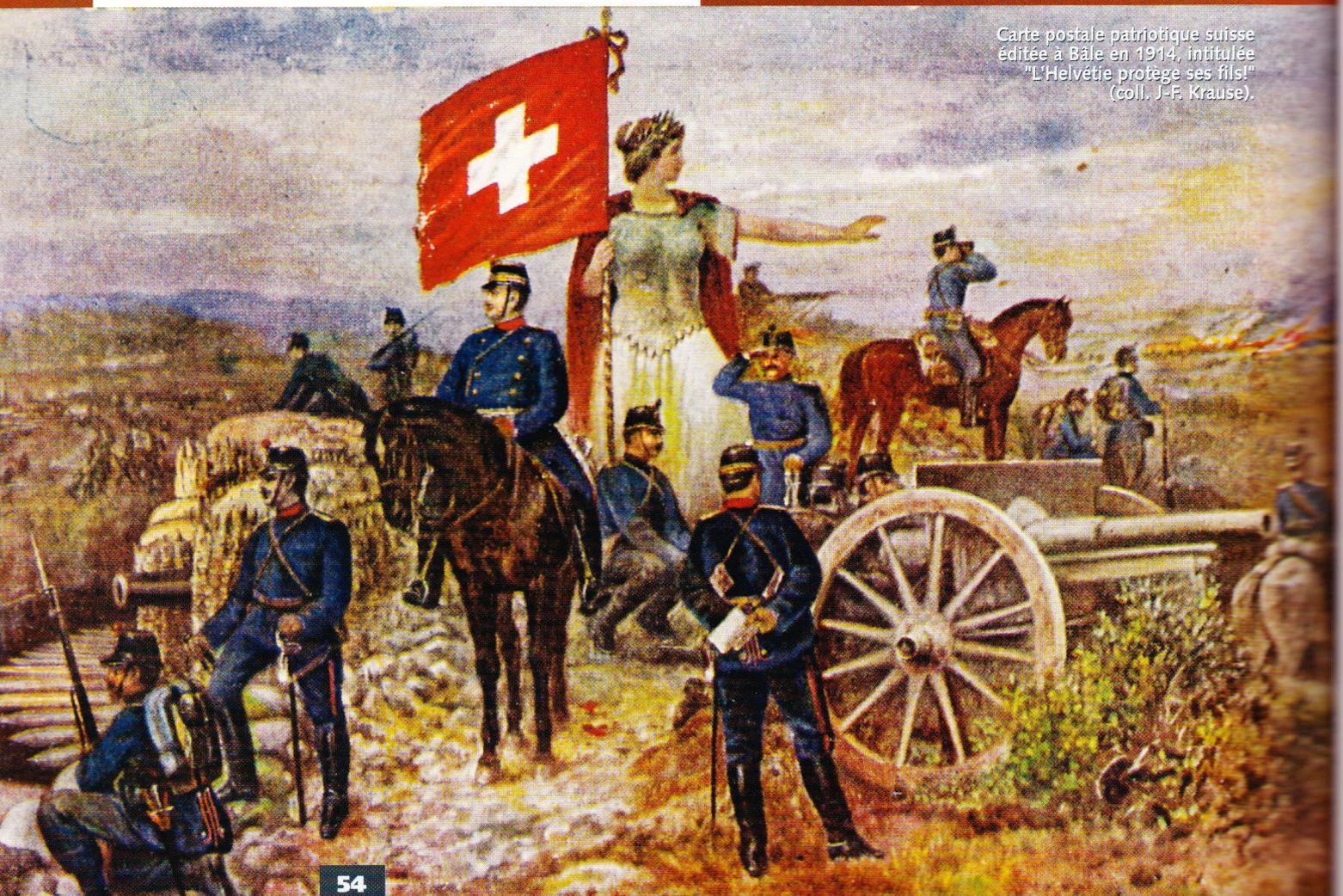
violation du territoire helvétique par l'ennemi, avec pour objectif le territoire français. Cette solution de débordement du front serait, pour les Allemands bloqués à l'ouest, moins coûteuse que

## Les craintes de l'état-major français

l'attaque de lignes françaises de plus en plus fortifiées. Dans cette éventualité,

au minimum, l'aile droite des armées françaises se trouverait menacée, la sécurité du Doubs moyen serait compromise.

Le service de renseignements de Belfort confirme les craintes de l'état-major et fait part d'une forte activité « diplomatique » allemande en Suisse.



Carte postale patriotique suisse éditée à Bâle en 1914, intitulée "L'Helvétie protège ses fils!" (coll. J.-F. Krause).

# par la Suisse de l'armée

**LCL ALAIN PORCHET**

Ancien chef de la division études  
et documentation du SHAT

# française



Sur ces bases, l'état-major entreprend l'étude d'un plan d'opération qui intègre deux facteurs essentiels : un envahisseur allemand fort de vingt-cinq divisions et une armée suisse qui n'opposerait pas de réelle résistance à l'encontre de l'agresseur.

## LA SUISSE, PAYS NEUTRE DANS L'EXPECTATIVE

Au cœur d'une Europe à feu et à sang, la Confédération vit une période difficile : Suisses romands et Suisses alémaniques se partagent en faveur des belligérants de même langue, et le pays s'expose au risque de devenir un foyer d'intrigues, le théâtre de rivalités d'influence. La Suisse affirme malgré tout sa neutralité, une neutralité armée. Entièrement réorganisée depuis 1912, l'armée suisse mobilise, en 1914, environ 250 000 hommes. Au fil des mois, le danger

s'éloignant, les effectifs diminuent. Concentrée dans la zone Porentruy, Bâle, Olten, Berne, Fribourg, l'armée est toujours prête à intervenir le cas échéant, soit dans le Jura (frontière avec la France et l'Allemagne), soit dans le Tessin (frontière avec l'Italie), soit dans les Grisons (frontière avec l'Autriche) où d'importants travaux de fortification sont réalisés. Si l'on s'attache à la question des communications, la Suisse semble davantage tournée vers l'Allemagne. Les voies de pénétration dans ce pays sont deux fois plus nombreuses sur la frontière austro-allemande que sur la frontière française.

La répartition des forces sur le terrain et la « géographie » laissent donc perplexes l'état-major

français, très attentif, en outre, aux échos provenant du « milieu officiers » helvétique de sensibilité plutôt germanique.

Par ailleurs, le 2<sup>e</sup> bureau français a vent de pourparlers entamés par le chef de l'état-major suisse, le général Sprecher, avec ses homologues

allemand et autrichien, d'une collaboration éventuelle

pour le cas où un tiers, voire la France ou l'Italie, violerait la neutralité suisse. Une maladresse, au début de 1916, éveille de nouvelles inquiétudes et a un retentissement en France et en Suisse romande : l'affaire dite « des colonels ». Les colonels Egli et Wattenwyll de l'État-major se voient accusés par l'opinion et convaincus par un Conseil de guerre d'avoir fourni à l'Allemagne,

## La neutralité de l'armée helvétique

Infanterie suisse au cours de manœuvres. Photo publiée dans "Le Miroir" du 9 août 1914 (coll. Photo12.com).

sous de plus ou moins ingénieux prétextes, des renseignements sur les mouvements des armées franco-anglaises.

« La Suisse est-elle un allié objectif, une nation qui veut rester neutre ou un vassal de l'Allemagne ? » se demande l'État-major français.

## IL FAUT LIVRER BATAILLE EN SUISSE

L'armée suisse a besoin de huit jours pour mobiliser son armée forte de 300 000 hommes. Le 3<sup>e</sup> Bureau français ne met pas en doute la bravoure de ces divisions, mais pense que l'armée d'une nation qui n'a jamais fait la guerre et ne possède pas d'artillerie lourde moderne éprouvera une surprise analogue à celle de l'armée



14 décembre 1915 : plan H

française en août 1914. Cinq journées sont estimées nécessaires pour débarquer les forces françaises à Lausanne et sept journées pour atteindre Berne. Ce n'est donc qu'au milieu de la Suisse, entre Berne et Lucerne que la bataille pourra être livrée face à un adversaire

dont le front sera rapidement fortifié et les ailes appuyées à des massifs difficilement traversables. Si l'on veut bousculer l'adversaire et devancer les desseins allemands, il importe donc de prendre l'initiative. L'état-major doit concevoir un plan complet prévoyant l'intervention en

Suisse d'un groupe d'armées articulé en 3 masses :

- la 1<sup>re</sup> destinée aux opérations en Haute-Alsace et vers Bâle ;
  - la 2<sup>e</sup> chargée de l'effort principal traversera la Suisse par le couloir central en direction générale de Waldshut et Schaffouse ;
  - la 3<sup>e</sup> aura l'effort le plus faible à fournir avec la couverture du flanc droit du côté du Tyrol.
- Des études de débarquement par voie ferrée et par automobiles sont menées, le réseau routier et ferré suisse étudié dans le détail.

Le général Joffre prescrit, en outre, de créer la zone fortifiée de Delémont, Saint-Hippolyte (25 km) pour barrer la Trouée de Porrentruy, et de souder ces nouvelles lignes au système de Haute-Alsace (saillant de Pfetterhausen)

et de la place de Belfort. Mi-novembre 1915, une première ébauche du plan H vient d'être réalisée. L'étude de ce plan d'opérations va être poursuivie dans les mois qui suivent et son esprit évoluer de manière sensible.

### LES OBJECTIFS DU PLAN H

Les résultats progressifs que le plan H doit atteindre au cours de la manœuvre sont les suivants :

- 1°. Mise à l'abri du territoire ;
- 2°. Mise à l'abri des territoires suisses de langue française ;
- 3°. Maintien sur Berne (capitale) et sur Brig (nœud des communications avec l'Italie) ;
- 4°. Marche et débarquements combinés dans le couloir central de la Suisse (course aux voies

## Un plan d'intervention en Suisse



Photo12.com/Société Française de Photographie

ferrées doubles) ;  
5°. Épanouissement en Suisse industrielle ;

6°. Franchissement du Rhin entre Waldshut et Constance. Il est nécessaire, pour cela, d'exécuter quelques travaux sur la frontière suisse, de constituer une couverture presque entière à pied d'œuvre dotée de moyens automobiles puissants. Un plan de transport reposant sur une combinaison des voies ferrées et des automobiles est à mettre en œuvre.

Le plan général consiste donc sous la protection d'une armée de gauche occupant rapidement la région Porrentruy-Delémont, Hauteurs Nord de Soleure, à concentrer en Suisse deux armées échelonnées, l'une dans la région de Berne, l'autre dans celle de Lausanne.

Le rassemblement est couvert par des avant-gardes poussées aussi loin que possible en vue de faciliter la manœuvre et le déploiement ultérieurs prévus en direction générale du nord-est.

Aux armées sont assignées des missions successives telles qu'elles soient sans cesse en mesure de se prêter appui du fait de leur dispositif. Il faut, à la fois, une progression rapide et l'exécution de travaux défensifs de façon à tirer dans la bataille de rencontre tout le parti possible de l'aménagement défensif du terrain. Il faut enfin orienter l'offensive sur la conquête successive des voies ferrées doubles dont la possession est indispensable pour

pouvoir déployer tous les moyens.

Dans ce plan du 14 décembre 1915, élaboré par le général Dubail, il est possible de consacrer aux opérations en territoire helvétique, un groupe de 3 armées représentant environ 30 divisions d'infanterie et 6 divisions de cavalerie au maximum.

### PAS MOINS DE HUIT VARIANTES OU RÉAJUSTEMENTS

Les mois passant, l'approche conceptuelle du plan évolue. Une invasion française pourrait assez rapidement être bloquée, se voir opposer très vite des renforts allemands et demeurer hors d'atteinte du territoire allemand, avec de surcroît une résistance suisse que cette agression aurait favorisée.

Huit variantes ou réajustements vont être élaborés sous la responsabilité successive du général Foch jusqu'au mois de

juillet 1917, puis du général Paulinier afin de s'adapter à l'évolution des relations franco-helvétiques.

La réduction de la durée des transports, l'effet de surprise qu'il faut rendre plus pertinent, l'apport de troupes anglaises et italiennes, l'armement des forts du Jura, le volume des trois armées, leur concentration et leur déploiement, le développement de la manœuvre font l'objet d'études et de modificatifs.

## Vers une coopération avec l'état-major suisse

À la fin du printemps 1916, il semble que les Allemands aient échoué à Verdun et pourraient tenter une manœuvre d'aile. L'État-major helvétique envisage pour la première fois une coopération franco-suisse. Désireux de cristalliser sa défense autour de Zurich, il se rapproche de l'État-major français, mais abandonne rapidement ce projet qui ne laisse pas le temps aux armées françaises d'inter-

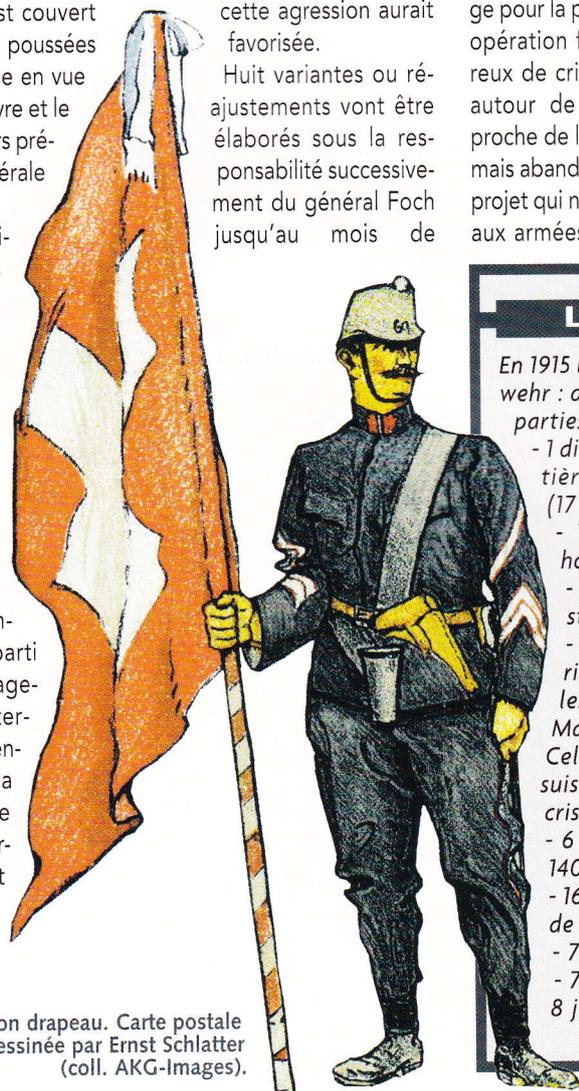
venir et d'épauler efficacement l'armée suisse.

Fin juin 1916, le plan ne met plus en œuvre que deux armées qui doivent manœuvrer de part et d'autre de l'Aar. À la mi-décembre, la mise hors de combat de la Roumanie fait craindre une nouvelle tentative allemande "en terrain libre" qui menacerait Milan et le Jura. En décembre, le général Joffre, devenu conseiller technique du gouvernement, envisage la ri-

poste à l'invasion allemande sous forme d'une puissante contre-offensive en Suisse combi-

née avec un appui direct donné à l'Italie. Le groupe d'armées Helvétie retrouve trois armées. L'armée de Genève devient la plus forte, le déploiement principal se fera entre les lacs de Genève et de Neuchâtel.

En avril 1917, des entrevues ont lieu entre l'État-major suisse et le général Weygand qui déplore une coopération encore bien insuffisante. L'État-major suisse fait ainsi exécuter un plan de



Soldat suisse et son drapeau. Carte postale datée de 1914 dessinée par Ernst Schlatter (coll. AKG-Images).

### LES FORCES HELVÉTIQUES EN 1915

En 1915 les forces helvétiques (élite : de 20 à 32 ans, Landwehr : de 33 à 40 ans, Landsturm de 41 à 48 ans) sont réparties ainsi :

- 1 division d'infanterie et 2 brigades le long de la frontière nord-ouest entre le Col des Roches et Bâle (17 000 hommes dont 7 000 dans la région de Bâle) ;
- 1 régiment de Landwehr à Morat, soit 2 500 hommes ;
- 1 brigade de Landwehr sur la position de Hauenstein-Olten, soit 5 000 hommes ;
- le reste de l'armée mobilisée (1 division d'infanterie et 2 brigades) au Tessin (5 000 hommes) et dans les Grisons (5 000 hommes), 500 hommes à Saint Maurice ;

Cela constitue la mise en garde minimum de l'armée suisse, soit environ 30 000 hommes, mais en cas de crise majeure, le pays peut mettre sur pied :

- 6 divisions (à 3 brigades) de 24 000 hommes, soit 140 000 hommes, la plupart de l'élite ;
  - 16 000 hommes dans les places du Saint-Gothard et de Saint-Maurice ;
  - 70 000 hommes de Landwehr ;
  - 70 000 hommes de Landsturm ;
- 8 journées sont nécessaires pour leur mobilisation et leur concentration.



Le général Weygand prit part aux entrevues avec l'état-major suisse en 1917 (coll. Rue des Archives/The Granger Collection N.).

travaux face à l'Allemagne, mais renforce également la position de Morat (entre les lacs de Biene et de Neufchatel) face à la France.

En juin 1917, le général Pétain, dans le cas de la conclusion d'une paix séparée de la part du gouvernement russe, fait étudier les possibilités par l'Allemagne de tenter, cas le plus

probable, une attaque de front, combinée avec une manœuvre par la Suisse, sur la France.

Fin octobre 1917, des relations de confiance semblent être établies avec l'État-major suisse.

La situation créée, en France, par l'envoi d'un corps expéditionnaire en Italie et, en Russie, par l'accession des Bolcheviks au pouvoir impose un remaniement du plan H. Le corps de secours franco-britannique en Italie agirait sur la frontière italo-suisse, cependant que d'autres disponibilités françaises et britanniques pourraient être employées à l'exécution

du plan H. On élabore le plan H' qui se traduit par l'envoi en Suisse de troupes françaises d'Italie venant par le Simplon, le Loetschberg et le Saint-Gothard.

Il est convenu d'intercaler des unités françaises entre les unités suisses de manière à faire bénéficier ces dernières de l'expérience des troupes françaises, de faire pousser l'artillerie française en tête, d'adjoindre une division de cavalerie française à la cavalerie suisse pour retenir l'avance allemande sur la droite du dispositif. Les troupes françaises doivent relever les troupes suisses dans la région de Porrentruy, l'aviation de chasse et de bombardement sera fournie par les escadrilles françaises, l'industrie d'arme-

ment française sera mise à contribution pour faire face aux manques de l'armée suisse... Des tables de tir sont fournies, la liste des officiers de liaison établie, 20 000 lots de cartes destinés à l'armée française

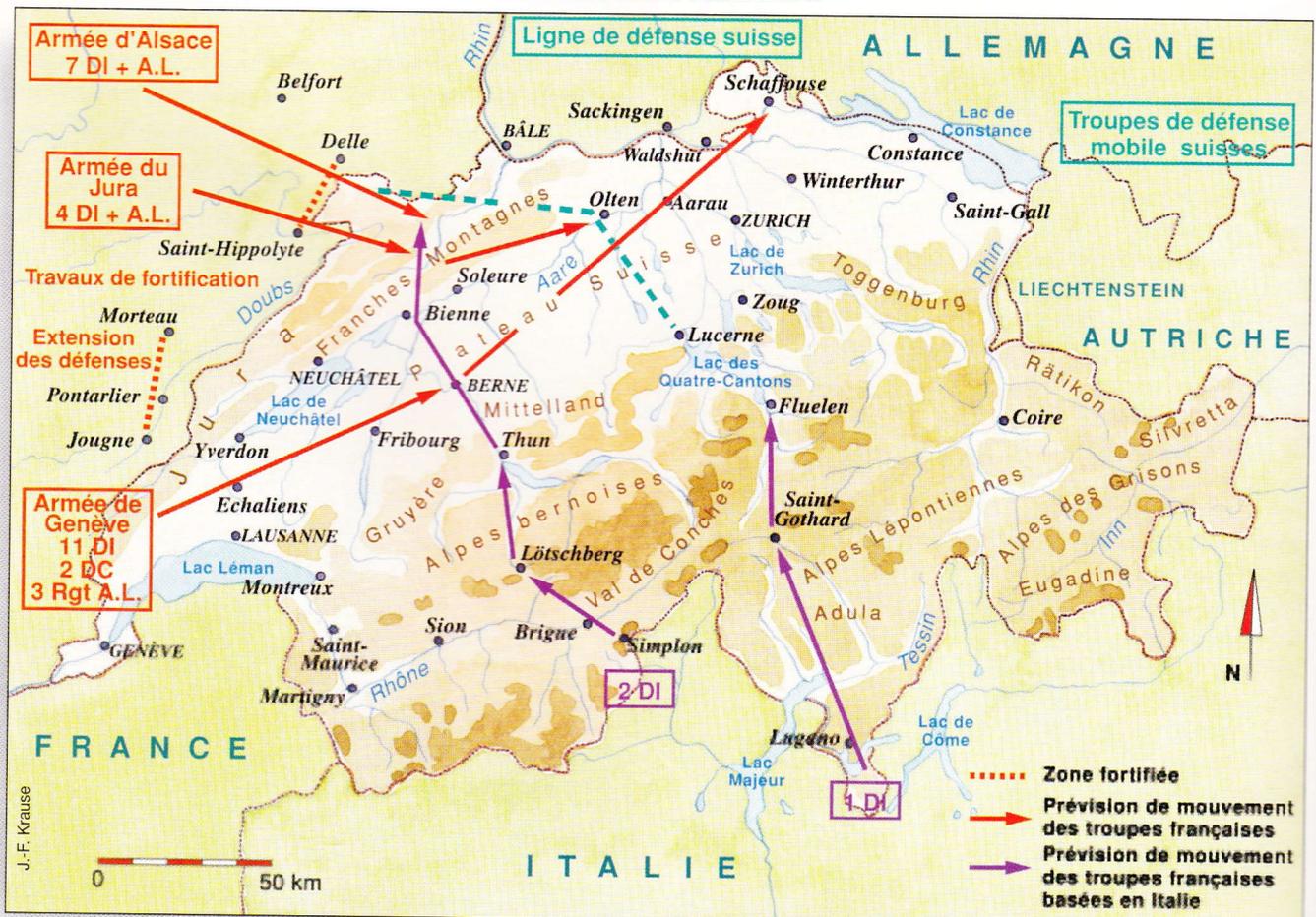
## Les plans H et H' mis en concordance

sont préparés par l'État-major suisse. En février 1918, les plans H et H' sont mis en concordance. Les forces anglaises ne figurent plus dans la combinaison, l'État-major suisse accepte la réunion d'officiers français avec des officiers suisses « en vue d'étudier en commun les conditions de l'intervention. »

### DISPROPORTIONNÉ PAR RAPPORT AUX MOYENS EXISTANTS

Sur le papier, le groupe d'armées Helvétie représente une

Décembre 1917 : Plans H et H'



J.-F. Krause

masse formidable. Fort de 2 à 3 armées, il aurait mis sur pied de 20 à plus de 30 divisions d'infanterie, de 2 à 8 divisions de cavalerie, environ 6 régiments d'artillerie lourde de corps d'armée, de l'aviation, soit 300 000 à 500 000 hommes pour la période et en fonction des plans.

Exception faite d'un corps d'armée prépositionné à Montbéliard et d'une division à l'instruction à Valdahon et à La Valbonne, toutes les forces destinées à marcher sur la Suisse sont à prélever des différents fronts

Carte postale de l'artillerie suisse dessinée par Carl Moos (coll. AKG-Images).



Philipp Scheidemann (1865-1939), homme politique allemand (coll. Rue des Archives/The Granger Coll.).

ou des unités de réserve au repos ou à l'instruction. Grâce à un travail d'état-major remarquable, les mouvements de ces unités sont étudiés dans le détail, cinq courants de transport à grand rendement sont prévus ayant comme gares régulatrices de débarquement Belfort, Besançon, Dôle, Dijon et Lyon. Pour les effectifs maxima attendus, ces transports représentent 1 800 trains. 6 000 camions sont prévus et les graphiques de marche sont établis ; les camions rendus disponibles après le transport de la troupe assurent le ravitaillement et la constitution des stocks de munitions. La mise en place de la couver-

ture nécessite trois jours, la concentration des forces, six jours, l'ensemble n'est prêt à marcher qu'à partir du dixième jour. Ce qui fait dire au général Nivelle : « Si les Suisses ne demandent notre appui qu'au moment où les Allemands franchiront leur frontière, il

*nous est matériellement impossible de les protéger. Nous assisterons à l'écrasement de l'armée suisse et ce pays aura le sort de la Serbie et de la Roumanie. »* Le plan de 1918 parviendra à réduire de un à deux jours les délais de transport.

Les caractéristiques des gares de débarquement et des capacités de transport sur les voies ferrées suisses sont étudiées, six lignes peuvent être employées, mais seule la ligne Genève-Lausanne-Olten est à deux voies. Le stationnement des troupes de couverture, les travaux à exécuter pour renforcer les lignes de défense, la mise en œuvre des ressources locales des zones d'étapes, les ressources en cantonnements, en approvisionnements et en matériels doivent être organisés. Au début de 1917, les stocks à constituer

dans les entrepôts en plus de l'approvisionnement normal des unités s'élèvent à plus de 2 millions d'obus, 10 000 tonnes de fil de fer, 1 600 tonnes de ronces, 200 000 piquets en fer... On améliore et on complète les reconnaissances routières, les emplacements d'artillerie ; les communications téléphoniques, optiques et de T.S.F sont organisées ; les centres de secours, les hôpitaux de campagne, les antennes médicales pour chevaux malades sont répertoriés. Ce travail est complété, en Suisse, par l'action de l'attaché militaire, le colonel Pageot, qui, par des rapports hebdomadaires, renseigne l'État-major français. Les renseignements fournis à l'État-major sont nombreux et précis : des ressources en foin aux localisations de toutes les fonderies, aciéries, cartoucheries ainsi que le code télégraphique suisse, le numéro des compagnies cyclistes. Le commandement suisse n'est pas épargné, les grands responsables font l'objet de fiches et l'on apprend ainsi que le colonel L... a une valeur militaire médiocre que le colonel A... est un francophile convaincu ou que le colonel L... passe pour un grand coureur de femmes.

### UN PLAN RESTÉ À L'ÉTAT DE PLAN !

Le plan H n'a jamais été mis en œuvre. L'analyse de ses qualités, de ses défauts demeure du domaine de la supputation. En tout état de cause, le plan H reste un travail d'état-major, sérieux et précis, qui illustre bien l'évolution des rapports entre la France et la Suisse au cours de la Grande Guerre.

Une dernière interrogation demeure : « L'Allemagne voulait-elle attaquer la Suisse ? »

Il semble que l'invasion de la Suisse ait bien été envisagée dans les plans allemands. Schlieffen, en 1905, déconseillait le passage par la Suisse à cause de la résistance de son armée et de son territoire difficile. Mais en 1917, le 17 janvier, dans un entretien au cours duquel Scheidemann, le chef du gouvernement, demande à Zimmermann, son ministre des Affaires étrangères, son opinion sur l'attitude à observer vis-à-vis des neutres, ce dernier répond : « Lorsqu'au Conseil de guerre on a envisagé la possibilité d'une guerre avec la Suisse, le vieil Hinderburg a dit : "Cela ne serait pas si mauvais, car on pourrait par là déborder le front français". »